

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le

|

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MHCS

Site de Recy
9 avenue de Champagne
51200 Épernay

Références : D2 i 2024 300
Code AIOT : 0005703555

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2024 dans l'établissement MHCS implanté Parc industriel de cités en Champagne 51520 Recy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MHCS
- Parc industriel de cités en Champagne 51520 Recy
- Code AIOT : 0005703555
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation MHCS situé à Recy est un entrepôt à autorisation exploitant 7 cellules de 6 000 m² et stockant en majorité des boissons alcoolisées, des articles publicitaires et des articles de conditionnement. L'entrepôt abrite également une activité de reconditionnement. Sur le plan administratif, le site est autorisé depuis 2012 au titre de la rubrique 1510 notamment. L'actuel arrêté préfectoral d'autorisation de 2019 autorisait le passage à 10 cellules.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R511-9	Susceptible de suite	Prescriptions complémentaires	

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 13	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 1.4 au I.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Etat des matières stockées - gestion accidentelle	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 1.4 au I.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Etat des matières stockées d'information de la population	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 1.4 au I.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
6	Moyens de lutte contre un incendie - Dimensionnement des moyens en eau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 13	Susceptible de suite	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie - Poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 21/08/2019, article 8.7.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
8	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 23	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté le retour à la conformité de tous les points ayant fait l'objet d'une mise en demeure. Il est donc proposé à Monsieur le Préfet de lever la mise en demeure.

Néanmoins il faut noter que l'exploitant n'a toujours pas réglé sa situation administrative. Il devient impératif que celle-ci soit mise à jour dans les plus brefs délais; que ce soit sur les rubriques de la nomenclature applicables au site ainsi que sur le volume de l'entrepôt et son nombre de cellule (dû au fait de la non-construction de l'extension autorisée par l'arrêté préfectoral de 2019).

L'inspection invite également l'exploitant à aller au bout des actions entreprises notamment sur l'exercice de défense incendie; il ne faut pas hésiter à utiliser le retour d'accident du site, du groupe ainsi que le retour d'expérience national.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R511-9
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suite
Prescription contrôlée : <p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques</p>
Constats : <p>Constat du 19 juillet 2023 : « Le site exploite 7 cellules de 6 000 m². Il est soumis au seuil de l'enregistrement au vu des seuils de la rubrique 1510. La situation connue de l'exploitant est le régime de l'Autorisation pour les rubriques 1510, 1530, 2662, 2663-1, de l'enregistrement pour les rubriques 1511, 2663-2 et de la déclaration pour la rubrique 1532. Ce classement n'est pas en cohérence avec les évolutions réglementaires liées à la rubrique 1510. »</p> <p>Lors de la visite du 11 mars 2024, l'exploitant a reconnu ne pas avoir avancé sur ces sujets alors qu'il lui avait été demandé de porter à la connaissance du préfet sa nouvelle situation administrative et de demander une prolongation de son Arrêté Préfectoral (AP) en cas de souhait de construction des 3 cellules.</p> <p>Il a été porté à l'attention de l'exploitant que celui-ci n'était pas conforme à sa situation administrative ; le nombre de cellules n'est pas conforme à l'AP de 2019 ; seulement 7 cellules sont hors terre contre 10 dans l'AP de 2019. De plus le délai de trois ans étant échu, l'AP de 2019 est rendu caduques par l'article 1.4.1</p> <p>Par ailleurs le site étant encore multi-classé pour les rubriques 1510, 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663, il convient d'actualiser les rubriques de la nomenclature ICPE de l'AP suivant le décret n°2020-1169 modifiant la nomenclature ICPE .</p> <p>Considérant les évolutions réglementaires liées à la rubrique 1510 et considérant que l'exploitant n'a pas demandé de prolongation de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2019, il est proposé d'acter par arrêté préfectoral complémentaire la caducité de l'arrêté de 2019 ainsi que d'actualiser la situation administrative modifiée par le décret de 2020.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

N° 2 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.
Thème(s) : Actions nationales 2023, Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/07/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 04/11/2023
Prescription contrôlée : <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis par voie postale en décembre 2023, des FDS sur ses alcools de bouche présentant un caractère inflammable (teneur en alcool supérieur à 40 °).</p> <p>L'inspection a porté à l'attention de l'exploitant que certaines Fiches de Données de Sécurité devaient être mises à jour (certaines datent de 2013 et 2016 soit antérieures aux mises à jour des règlements REACH et CLP).</p> <p>De plus, les FDS présentées sont rédigées en anglais. Or d'après le règlement REACH (article 31.5): "La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.", l'exploitant s'attachera donc à les avoir dans la langue française.</p> <p>Ces FDS sont disponibles avec l'état des stocks sur une clé USB qui est conservée au poste de garde et mis à jour de façon hebdomadaire pour servir en cas d'accident.</p> <p>L'inspection constate le retour à la conformité de ce point.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour ses FDS et de les avoir en français.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Connaître les quantités de matières dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/07/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 04/11/2023
Prescription contrôlée : <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p>
Constats : <p>L'exploitant a réalisé un plan de ses stockages. Tous les alcools de bouche classés sous la rubrique 4755 sont signalés sur le plan.</p> <p>Ce plan est disponible au poste de garde ainsi que l'état des stocks et sont également disponibles à distance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Etat des matières stockées d'information de la population

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Inventaire synthétique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/07/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 04/11/2023
Prescription contrôlée : <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
Constats : <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté un état synthétique reprenant seulement les matières dangereuses; ce qui ne répond pas à la prescription.</p> <p>En date du 29/03, il a transmis par mail un fichier contenant :</p> <ul style="list-style-type: none">-une infographie détaillant le stock global de l'entrepôt par type "alcool", "consommable" et "caisses bois/ cartons/ étiquettes",-une infographie reprenant la même distinction avec un détail par cellule-un plan des stockages situant chaque typologie de produits (alcool fort, carton, autres alcools, ...) <p>Au vu des éléments communiqués par mail, il est proposé de lever de la mise en demeure ;</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13
Thème(s) : Actions nationales 2023, Lutte contre un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/07/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 04/12/2023
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques (.../...)</p> <p>L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. (.../...)</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p>

Constats :

Le 17 novembre, l'exploitant a réalisé un exercice au cours duquel il a réalisé les actions suivantes :
- Déclenchement de l'alarme détection incendie et évacuation du personnel
- Réalisation des actions liées à l'accueil des secours: ouverture des accès, coupage des utilités

Il ressort du compte rendu et des discussions avec l'exploitant que celui-ci n'a pas effectué d'actions de défense incendie et n'a pas mis en œuvre son Plan de Défense Incendie (PDI) dans sa globalité; il manque la partie alerte. Dans son PDI (page 4), l'exploitant indique qu'un témoin de départ de feu doit donner l'alerte et s'il y est formé, réaliser sa fonction de lutte contre l'incendie. L'exploitant n'a ainsi pas réalisé un exercice de défense incendie complet; il n'a pas testé les schémas d'alerte ni la bonne formation/attitude de ses employés face à l'incendie.

Par ailleurs, il a été recommandé à l'exploitant d'étoffer ses comptes rendus d'exercice notamment pour y faire figurer le scénario, le déroulé de l'exercice et les différentes observations pouvant être utilisées pour un retour d'expérience.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection invite l'exploitant à développer ses exercices de défense incendie en mettant en œuvre le plan de défense incendie, en testant les chaînes de retransmission et la réaction des différents acteurs (employé, poste de garde, responsable sécurité, ...).
Il est demandé à l'exploitant de réaliser un exercice de défense incendie conforme à la réglementation et au Plan de Défense Incendie et de transmettre le compte rendu de l'exercice à l'Inspection des installations classées dans un délai de 6 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective (délai : 6 mois)

N° 6 : Moyens de lutte contre un incendie - Dimensionnement des moyens en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 13

Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre un incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suite

Prescription contrôlée :

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m3/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m3/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des

<p>objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni en amont de la visite une note de calcul D9 comportant une incohérence entre la catégorie de risque et le débit calculé.</p> <p>Il a remis par mail, le 29 mars, une autre note D9 corrigeant cette incohérence en choisissant une autre activité (M7 contre R16).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie - Poteaux incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2019, article 8.7.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 04/02/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose à minima de dispositifs d'extinction assurant un débit de 330 m3/h pendant 3 heures.</p> <p>Un dispositif de 12 poteaux d'incendie de 100 mm, judicieusement répartis en périphérie de l'entrepôt et implantés en dehors de tout flux thermique (tel que modélisé en annexe) soit 1 appareil à moins de 100 mètres de l'entrée de chacune des cellules, les hydrants étant distants les uns des autres de 150 mètres au plus.</p> <p>Le débit simultané de deux poteaux d'incendie est de 120 m3/h sous 1 bar. Ce débit en simultané doit être assuré pendant au moins 3 heures.</p> <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par voie postale, en décembre 2023, le rapport de vérification des poteaux et bouches d'incendie du 22 novembre 2023. Celui-ci indique la remise en conformité de certains poteaux d'incendie sur le débit fourni en simultané</p> <p>Les non-conformités identifiées en novembre 2022 ont été corrigées. Notamment, il a été constaté le libre accès au poteau d'incendie n°2 lors de la visite terrain.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 8 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23
Thème(s) : Actions nationales 2023, Lutte contre un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/07/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 04/12/2023
Prescription contrôlée : <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">– les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;– l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;– les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;– la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;– les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;– les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;– le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;– la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;– s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;– la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;– la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;– les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;– les mesures particulières prévues au point 22. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis par voie postale le 15 décembre 2023 un plan de défense incendie. Celui-ci contient tous les points prévus par l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.</p> <p>L'inspection a constaté le retour à la conformité de ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure